



**MINISTÈRE  
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Gendarmerie nationale**

À ....., le.....

**PV : 2021/ 217**

cochez la case si vous êtes représentant légal d'une personne physique (mineure, sous tutelle),  
Identité de la personne représentée : .....

**LETTRE - PLAINTE**

Nom de naissance : .....

Nom marital : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Téléphone : fixe : ...../...../...../..... - Portable : ...../...../...../.....

Courriel : .....@.....

N° S.S de la victime : .....

*« Je me présente auprès de vos services pour déposer plainte pour divulgation illégale volontaire de données à caractère personnel nuisibles (vie privée, considération) »*

*« J'ai reçu un courrier du laboratoire .....  
..... (Océalab, Biopole, autres, adresse de l'établissement) m'informant que les données personnelles que je leur avais confiées lors d'un de mes examens dans leur laboratoire ont été piratées et exposées sur internet »*

**Date de l'infraction et éléments :** (rayer les mentions inutiles)

*« Je ne sais pas quand se sont produits les faits »*

*« Je sais quand se sont produits les faits : le ...../...../..... »(*

*« Je connais le nom du médecin ayant prescrit l'acte piraté: ..... »*

**Éléments susceptibles d'orienter l'enquête :** (rayer les mentions inutiles)

*« Je n'ai pas d'éléments susceptibles d'orienter l'enquête ».*

*« J'ai des éléments susceptibles d'orienter l'enquête :*

.....  
.....  
.....

**Préjudice** : (rayer les mentions inutiles)

« Je n'ai pas, à ce jour, subi de préjudice »

« J'ai subi un préjudice : (précisez lequel)

.....  
.....  
.....»

**Mentions particulières :**

« Je reconnais être informé(e) qu'une enquête est actuellement ouverte par la section cybercriminalité du parquet de Paris concernant ces faits et que ma plainte va directement être transmise à l'Office Central de lutte contre la Criminalité liée aux Technologies de l'Information et de la Communication, service de police en charge de l'enquête ( l'OCLCTIC). »

« Je suis informé(e) des dispositions de l'article 10-2 du Code de Procédure Pénale (C.P.P) et de mon droit à obtenir réparation et à être aidé(e) par un service ou une association d'aide aux victimes à savoir, sur le département du Morbihan : FRANCE VICTIMES56, 14 rue Richemont 56000 VANNES, 02.97.47.66.68, fax 02.97.69.05.86. Je prends note qu'il m'est possible d'obtenir gratuitement toute information nécessaire pour l'exercice de mes droits auprès de cette association »

« Je suis avisé(e) que j'ai la possibilité de demander des dommages et intérêts en me constituant partie civile dès maintenant, conformément aux dispositions de l'article 420-1 du C.P.P »

« Je reconnais être informée que conformément à la loi du 6 janvier 1978, les données à caractère personnel collectées dans le présent documents sont enregistrées et utilisées par la gendarmerie nationale dans le traitement LRPGN autorisé par décret n° 2011-111 en date du 27 janvier 2011 et destiné à faciliter le traitement de la procédure. Je reconnais être également informée : - que le délégué à la protection des données du ministère de l'intérieur est sis Place Beauvau, 75008 Paris Cedex. - que pour exercer mes droits d'accès, de rectification, d'effacement et de limitation, je dois adresser directement auprès de la direction générale de la gendarmerie nationale sise au 4 rue Claude Bernard, 92130 Issy-les-Moulineaux. - que je peux également adresser une réclamation auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) sise au 3 place de Fontenoy, TSA 80715 75334 PARIS Cedex 7 »

« Je reconnais avoir reçu copie de la présente lettre-plainte qui prendra rang parmi les autres pièces de la procédure. »

Nom, prénom, signature